

# Genève veut se doter d'espions économiques à la chinoise

**À L'ASSAUT** On n'aura pas attendu longtemps. Pierre Maudet, nouveau ministre de l'Économie, liquide la division des Affaires économiques, jugée inutile, et va muscler sa promotion économique.

Elisabeth Eckert  
elisabeth.eckert@lematin dimanche.ch

«Si vous saviez combien d'espions asiatiques circulent à Genève!» Espion, selon le Larousse: «Personne chargée de recueillir secrètement des informations sur une puissance étrangère.» Le nouveau ministre de l'Économie Pierre Maudet a découvert l'ampleur de cette réalité grâce aux informations transmises par son autre dicastère, celui de la Sécurité. Horlogerie, finances, machine-outil... En Suisse, comme ailleurs, tout est à espionner, à saisir, à capter. Le magistrat ne s'en offusque pas outre mesure, mais estime que les actuels agents de la promotion économique genevoise devraient faire de même: se renseigner sur les projets élaborés par les places économiques concurrentes de Genève, à savoir, entre autres, ce qu'élaborent les pays du Golfe, Singapour, Hongkong, Dubaï, Londres ou New York pour attirer les entreprises.

Le 1er mai prochain, il va dynamiser la direction générale des affaires économiques. La suppression de cet étage hiérarchique va réduire les dépenses de l'Etat d'un demi-million de francs et permettre de muscler la promotion économique.

## Contre-offensive obligatoire

Et pour cause. Défiscalisation sur dix ans, locaux gratuits, voire carrément «vol» de savoir-faire technologique: les places économiques mondiales ne font plus de cadeaux. «Il faudrait être naïf pour penser que nos concurrents ne cherchent pas à savoir ce qui se développe chez nous», affirme le magistrat. Pour lui, il n'est donc pas question d'avoir une cellule qui se disperserait en de multiples activités, qui



Pierre Maudet veut booster la promotion économique. Les voyages à l'étranger devront notamment servir à observer et à écouter ce que préparent les concurrents. OLIVIER VOGELSSANG

« Il faudrait être naïf pour penser que nos concurrents ne cherchent pas à savoir ce qui se développe et s'invente chez nous »

PIERRE MAUDET  
Ministre genevois de l'Économie

négligerait les besoins des entreprises locales et, surtout, omettrait d'observer ce qui se passe à Dubaï, à Singapour ou à Hongkong.

Son premier pas pour ce faire: la suppression d'une division entière de son département. Le mois prochain, il n'y aura donc plus d'Affaires économiques à Genève, dont les missions premières étaient d'assurer la supervision de la promotion économique, ainsi celle du service du commerce. Une partie de ses employés sera affectée

au service de la promotion pour renforcer le front, tandis qu'on proposera un reclassement interne à son directeur Jean-Charles Magnin et à deux de ses collaborateurs.

«Étage hiérarchique superflu», a jugé Pierre Maudet. Mais ce faisant, le magistrat genevois a une idée en tête: fini le maternage socio-éducatif des PME; il y a assez d'organismes pour cela. «Moins de coordination; plus d'impulsion! C'est au politique de dire ce qu'il veut et peut faire, dit-il. Depuis plusieurs semaines, Serge Dal Busco, en charge des Finances, et moi-même rencontrons, et ce jusqu'à fin juin, les entreprises genevoises les plus importantes en termes d'emploi et de fiscalité, pour leur dire pourquoi elles doivent rester, et que nous ferons tout pour les défendre. Elles ont plein d'incertitudes après l'initiative sur l'immigration de masse, l'initiative Minder, avant le vote pour un salaire minimum à 4000 francs, Ecopop ou la modification de la fiscalité des sociétés à un taux unique de 13%. Avec toutes ces initiatives ou référendums, les entreprises ressentent en réalité un climat de défiance, voire d'hostilité à

leur égard.» Outil central du soutien aux entreprises et de la défense de la place économique du Grand Genève, ce service doit clairement devenir une aide, un facilitateur pour les entreprises régionales de toute nature: «Notre objectif est simple: maintenir les emplois et en créer. Et notre vision politique se résume en deux termes: soutenir et innover.»

## Fini le monde de Oui-Oui

Serge Dal Busco et Pierre Maudet ont donc pris leur bâton de pèlerin non pas à Hongkong ou au Qatar, mais à Genève. Les voyages à l'étranger, eux, devront à l'avenir être uniquement ciblés sur les marchés déterminants. Et, lors de ces prospections, les agents de promotion devront non seulement «vendre» Genève, mais également et surtout réaliser de la veille technologique et stratégique. Transmettre au plus vite les informations recueillies sur les offensives fiscales, industrielles ou tertiaires de nos concurrents étrangers. Les employés seront, en quelque sorte, appelés à se transformer en «espions» à l'asiatique. Bien sûr, on ne leur demandera pas de subtiliser des données confidentielles, mais d'avoir leurs oreilles grandes ouvertes.

Car, comme le révèle la *Handels-Zeitung* de cette semaine, tout intéresse nos concurrents. Surtout les salons horlogers, de l'automobile ou les foires technologiques de Zurich, Bâle ou Genève. Ils se déplacent séparément, approchent chacun une entreprise, posent une ou deux questions précises mais qui, prises seules, ne présentent aucun danger. Puis ils regroupent le tout et repartent quasi avec le secret de fabrication. Des centaines d'espions économiques se baladent ainsi régulièrement en Suisse, car capter les idées est aujourd'hui aussi important que le vol pur de données ou le détournement de brevets. Gestion de fortune, négoce de matières premières, sécurisation informatique ou biotech: les secteurs sensibles ne manquent pas dans l'arc lémanique. A Genève donc de riposter. ●

## Bientôt des Jeep made in China

**AUTO** Chrysler, membre du groupe Fiat, produira à partir de l'an prochain trois modèles Jeep en Chine, dans le cadre de sa coentreprise avec le chinois Guangzhou Automobile Group. L'accord prévoit l'établissement d'une usine à Canton et un début de production fin 2015. Les partenaires réfléchissent aussi à lancer un modèle de Jeep spécifique pour le marché chinois. En 2013, Jeep a écoulé 731 000 véhicules dans le monde (+ 4%). En Chine, sa croissance a atteint 29%. **AFP**

## Trois start-up lémaniques primées

**RÉCOMPENSE** L'association Genilem vient de récompenser trois jeunes pousses: EvaJ (GE), qui développe une gamme de cosmétiques bio haut de gamme; Cronodeal (VD), un site de vente aux enchères sur lequel les prix baissent au lieu de monter; et LogiKids (VD), créateur d'un logiciel de gestion pédagogique pour la petite enfance. Leur prix: trois ans de coaching. **LMD**

## La Mini Me de Nescafé rafle des prix



Mini Me dans toutes ses couleurs. DR

**DESIGN** Deux prix de renommées, Design iF et Red Dot, ont récompensé la machine à café compacte Mini Me de Nescafé Dolce Gusto. Le design mais aussi la «technologie suisse» ont été primés par les jurys. Œuvre de la société chaud-fonnière Global Design SA, la machine est capable de délivrer trente variétés de boissons chaudes ou froides. **LMD**

## Touristes japonais plus dépensiers

**HÔTELLERIE** Les voyageurs nippons ont dépensé 8% de plus en 2013 pour leurs frais d'hôtels qu'en 2012. C'est la plus grande augmentation cette année, selon Hotel Price Index, qui hisse le Japon à la 9e place des pays les plus enclins à dépenser sur sol helvétique. Chaque année, ils sont près de 300 000 à visiter la Suisse, en majorité durant l'été. **LMD**

# «Les banques ne doivent plus créer de monnaie»

**INITIATIVE** Une récolte de signatures va démarrer pour réformer notre système monétaire. But: donner le monopole de la création d'argent à la Banque centrale.

Les banques privées peuvent créer de l'argent à partir de rien, simplement en contractant des dettes. C'est en partant de ce constat que l'association Modernisation Monétaire (MoMo) a décidé de lancer l'initiative «Monnaie pleine» (Vollgeld), dont la récolte de signature débutera à la mi-mai. Le projet vise à réformer le système monétaire actuel en redonnant le monopole de la création d'argent à la Banque nationale suisse.

«A partir de 1891, on a interdit aux banquiers d'imprimer des billets. Aujourd'hui, il faut leur interdire de produire de la monnaie scripturale», explique Kurt Specht, président du groupe MoMo en Suisse romande. L'association regroupe quelque 300 membres et compte, dans son comité, plusieurs professeurs d'économie des Universités de Saint-Gall, de Berne ou de Halle (All).

« Il y a plus d'argent scriptural en circulation que le PIB suisse »

KURT SPECHT  
Président romand de Modernisation Monétaire

Comment une banque peut-elle créer de l'argent? Lorsqu'on emprunte pour acheter une maison, par exemple, la banque inscrit notre créance dans son actif, puis verse cette somme sur notre compte. Elle a donc créé de l'argent *ex nihilo*, en monétisant une créance.

Seule la BNS peut frapper la monnaie (pièces et billets). Il y en a pour 62 milliards de francs, soit moins de 10% de la masse monétaire en circulation. Au total, la BNS contrôle 382 milliards. Le reste de la masse monétaire, sur laquelle la Banque centrale n'a aucun contrôle, représente 563 milliards. «Nous n'avons aucun contrôle direct sur la création mo-

étaire des banques, confirme Walter Meier, porte-parole de la BNS. Mais, si nous constatons qu'il y a une trop forte croissance de l'agrégat monétaire, nous pouvons augmenter les taux d'intérêt afin de diminuer les emprunts.» L'équilibre se ferait ainsi naturellement.

Mais le risque de bulles financières ne peut être résolu, selon les initiants, dans une situation où chaque banque produit de l'argent comme il l'entend. «Si tous les clients d'une banque voulaient vider leur compte, la banque ne pourrait respecter leur désir.» L'initiative prévoit toujours la possibilité d'emprunter de l'argent auprès de sa banque, mais celle-ci ne pourra prêter que les sommes reçues en dépôt par leur clientèle, ou devra d'abord trouver les fonds nécessaires auprès de la BNS.

## Un impôt de seigneurage?

L'initiative veut attribuer un monopole à la BNS, qui n'en souhaite pas vraiment. Dans une analyse de deux pages, elle énumère les «avantages limités de l'initiative». Et propose même une alternative, notamment sur la question du seigneur-

riage, le revenu qui découle de l'émission de la monnaie. La création de la monnaie scripturale rapporte en effet plusieurs milliards de bénéfice aux banques commerciales. «Pour une meilleure répartition des revenus de seigneurage, il existe d'autres instruments, comme par exemple la possibilité de prélever un impôt sur ce revenu pour équilibrer leur avantage.»

Les théories du groupe MoMo sont inspirées du courant anglo-saxon «positive money», né dans les années 1930 sous le nom «100% Money» et remis au goût du jour après la crise de 2008, dans le but de créer une monnaie plus stable. Jean-Pierre Béguelin, ancien directeur de la BNS, minimise de tels dérapages bancaires en Suisse. «Le remède proposé par l'initiative conviendrait mieux en Angleterre ou aux Etats-Unis, où les banques prêtent plus facilement et où le crédit hypothécaire est fait de telle manière que, si on ne peut plus payer, on rend les clés et c'est fini. En Suisse, ce n'est aussi simple, l'emprunteur en difficulté demeure tenu de servir sa dette hypothécaire.» Les initiants auront 18 mois pour récolter les signatures. **Feriel Mestiri**

PUB

Jean-François Rime  
Conseiller national  
UDC/FR

«La sécurité et la stabilité sont des facteurs essentiels de succès!»

**OUI+**  
au Gripen

gripen-oui.ch le 18 mai